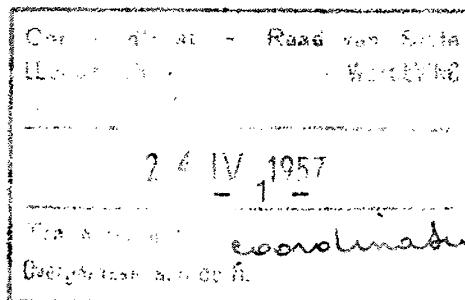


ML.



L. 5715/2.

ROYAUME DE BELGIQUE.

KONINKRIJK BELGIE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

Le CONSEIL D'ETAT, section
de législation, deuxième chambre,
saisi par le Ministre de la Santé
publique et de la Famille, le
15 avril 1957, d'une demande
l'avis, dans un délai ne dépassant pas trois jours, sur un projet d'arrêté royal "concernant l'agrégation des établissements hospitaliers, en exécution de l'arrêté royal du 22 septembre 1955 organique de l'assurance maladie-invalidité", a donné le
7 avril 1957 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling
wetgeving, tweede kamer, de 15e
april 1957 door de Minister van
Volksgezondheid en van het Gezin
verzocht hem, binnen een termijn van ten hoogste drie dagen, van
advies te dienen over een ontwerp
van koninklijk besluit "betreffende de erkenning van de Verzorgingsinstellingen, in uitvoering van het organiek koninklijk besluit van 22 september 1955 van de ziekte- en invaliditeitsverzekering", heeft de 17e april 1957 het volgend advies gegeven :

Le préambule du projet invoque comme fondement légal de celui-ci l'arrêté royal du 22 septembre 1955 organique de l'assurance maladie-invalidité. C'est, en réalité, dans l'article 6 de l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs, modifié par la loi du 14 juillet 1955, que doit être trouvée la base légale du projet et il y aurait lieu de compléter le préambule en ce sens.

Le projet ne mentionne pas la date à laquelle l'avis du Premier Ministre aurait été donné ~~sur le projet~~. Il doit être complété sur ce point.

Compte tenu de ces observations, et pour respecter l'uniformité dans la présentation des textes réglementaires, il y aurait lieu de rédiger comme suit le préambule du projet :

"Vu l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs, notamment l'article 6, modifié par la loi du 14 juillet 1955;

Vu l'arrêté royal du 22 septembre 1955 organique de l'assurance maladie-invalidité, notamment l'article 66, modifié par l'arrêté royal du 14 juillet 1956;

Considérant que l'arrêté royal du 22 septembre 1955 organique de l'assurance maladie-invalidité a abrogé l'arrêté du Régent du 21 mars 1945;

Considérant qu'il y a lieu de tenir compte des modifications apportées par ce nouvel arrêté;

.../...

Vu l'avis du Premier Ministre, donné le;

Vu l'avis du Conseil d'Etat...".

+

+

+

A l'article 1er, 1° et 5°, il y aurait lieu de remplacer les mots "et/ou" par le mot "et".

L'article 1er, 3°, serait mieux rédigé comme suit :

"3° Disposer en tout temps du personnel médical et auxiliaire qualifié en nombre suffisant, selon la nature de l'établissement et en proportion du nombre de personnes examinées, hospitalisées ou traitées;".

+

+

+

L'article 2 du projet prévoit que les établissements hospitaliers qui introduisent une demande d'agrégation auprès du Ministère de la Santé publique et de la Famille, doivent verser "une somme de 150 francs au compte chèques postaux n° 26392 de ce département, en vue de couvrir les frais d'instruction".

.../...

Dans le silence de l'article 6 de l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 précité, le Roi ne peut soumettre l'examen des demandes d'agrément au paiement d'une somme d'argent, alors que, en vertu des articles 110 et 113 de la Constitution, aucun impôt ne peut être établi que par la loi et aucune rétribution ne peut l'être au profit de l'Etat qu'en vertu d'une loi.

Le projet manque donc, sur ce point, de fondement légal et la disposition critiquée devrait être omise.

+

+ +

L'article 3, alinéa 4, impose au directeur général de communiquer ses conclusions au Ministre, à l'établissement intéressé et à la commission permanente d'agrément visée à l'article 5.

L'article 4, alinéa 3, prévoyant, de son côté, que les notes justificatives adressées par les établissements hospitaliers au Ministre, doivent l'être dans le délai de quinze jours à partir de la réception des conclusions du directeur général compétent, il convient, pour éviter des discussions relativement à la détermination du jour auquel le délai a effectivement pris cours, de prévoir que ces conclusions doivent être adressées à l'établissement intéressé par lettre recommandée à la poste. Il conviendrait aussi d'énoncer à l'article 5, § 1er, la mission de la commission permanente d'agrément, plutôt qu'à l'article 3, alinéa 4, qui ne traite qu'incidemment de la commission.

.../...

En conséquence, le Conseil d'Etat propose de remplacer l'article 3, alinéa 4, par le texte suivant :

"A la fin de l'enquête, le directeur général compétent communique ses conclusions au Ministre et à la commission permanente d'agrération des établissements hospitaliers. Il les fait parvenir à l'établissement intéressé par lettre recommandée à la poste".

Pour répondre au même souci d'éviter des contestations quant à la date de la réception de l'avis que le Ministre doit donner à l'établissement hospitalier intéressé en vertu de l'article 4, alinéa 2, du projet, il conviendrait de rédiger comme suit la deuxième phrase de cet alinéa :

"Le Ministre, par lettre recommandée à la poste, porte ces faits à la connaissance de la direction de l'établissement intéressé, qui a la faculté de lui adresser, à l'intention de la commission et avant que cette dernière ne donne un avis définitif, une note précisant les arguments à l'appui de sa requête".

+

+

+

L'article 5, § 1er, serait mieux rédigé comme suit :

"Il est institué auprès du Ministère de la Santé publique et de la Famille, une commission permanente d'agrération des établissements hospitaliers, chargée de donner au Ministre un avis sur les dossiers qui lui sont soumis".

La version française du paragraphe 2, 6°, ne concorde pas avec la version néerlandaise du même texte. Il y aurait lieu, pour établir cette concordance, de dire soit dans le texte français "deux représentants", soit dans le texte néerlandais "twee vertegenwoordigers".

Le § 3 du même article prévoit que "les membres énumérés sous les 1° à 8°, sont nommés et peuvent être révoqués par le Roi". Or, le § 2, 2°, prévoit que le médecin contrôleur directeur général du Fonds national d'assurance maladie-invalidité fait partie de la commission.

Pour tenir compte de cette situation, qui fait de ce médecin un membre de droit, il conviendrait de remplacer le § 3, alinéa 1er, par le texte suivant :

"Les membres prévus par le § 2, 1° et 3° à 8°, sont nommés et peuvent être révoqués par le Roi".

Compte tenu de la modification de texte proposée pour le paragraphe 1er de l'article 5, le paragraphe 5 de cet article est juridiquement superflu et devrait être omis.

+

+

+

.../...

L'ordre des articles 9 et 10 du projet devrait être interverti, car le premier de ces articles, à la différence du second qui concerne exclusivement le nouveau régime de l'agrération, prend les mesures nécessaires pour assurer le passage harmonieux de la réglementation ancienne à la réglementation nouvelle.

L'article 9, alinéa 2, ne traduit pas exactement les intentions du Gouvernement telles qu'elles ont été exprimées par le délégué de celui-ci.

Le but de la disposition est d'imposer à tous les établissements hospitaliers qui ont introduit une demande tendant à l'octroi de l'agrération, depuis l'entrée en vigueur de l'arrêté royal du 22 septembre 1955, de réintroduire une nouvelle demande, même s'ils ont obtenu le bénéfice de l'agrération. Il déroge donc au premier alinéa et devrait être rédigé comme suit :

"Toutefois, les demandes d'agrération introduites postérieurement à l'entrée en vigueur de l'arrêté royal du 22 septembre 1955, qu'elles aient ou non été suivies d'agrération, doivent être réintroduites en se conformant aux dispositions du présent arrêté. Les agrérations acquises cessent si elles ne sont confirmées".

Cette disposition n'aura de fondement légal en tant qu'elle concerne les agrérations acquises que dans la mesure où elle ne porte pas atteinte à des droits acquis, ce qu'en raison de l'urgence, le Conseil d'Etat ne peut vérifier.

.../...

L'intention du Gouvernement étant d'abroger l'arrêté du Régent du 20 juillet 1947, il conviendrait d'insérer dans le projet un article ainsi rédigé et qui deviendrait l'article 11, l'article 11 du projet devenant ~~ainsi~~ l'article 12 :

"Article 11.-

Est abrogé l'arrêté du Régent du 20 juillet 1947 concernant l'agrération des établissements de soins, modifié par l'arrêté du Régent du 28 janvier 1948 et par l'arrêté royal du 10 mars 1954".

De aanhef geeft als rechtsgrond voor het ontwerp, het organiek koninklijk besluit van 22 september 1955 van de ziekte- en invaliditeitsverzekering. In feite ligt die rechtsgrond in artikel 6 van de besluitwet van 28 december 1944 betreffende de maatschappelijke zekerheid der arbeiders, gewijzigd bij de wet van 14 juli 1955; de aanhef behoort dan ook in die zin te worden aangevuld.

Het ontwerp zegt niet op welke datum de Eerste-Minister over het ontwerp heeft geadviseerd. Ook in dit opzicht moet het worden aangevuld.

Rekening houdende met deze opmerkingen en met het oog op een eenvormige inkleding van de verordenende teksten, leze men de aanhef van het ontwerp als volgt :

"Gelet op de besluitwet van 28 december 1944 betreffende de maatschappelijke zekerheid der arbeiders, inzonderheid op artikel 6, gewijzigd bij de wet van 14 juli 1955;

Gelet op het organiek koninklijk besluit van 22 september 1955 van de ziekte- en invaliditeitsverzekering inzonderheid op artikel 66, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 14 juli 1956;

Overwegende dat het organiek koninklijk besluit van 22 september 1955 van de ziekte- en invaliditeitsverzekering het besluit van de Regent van 21 maart 1945 heeft opgeheven;

Overwegende dat rekening moet worden gehouden met de wijzigingen die dit nieuwe besluit heeft ingevoerd

Gelet op het advies van de Eerste-Minister,
gegeven ...;

Gelet op het advies van de Raad van State ...".

+

+

+

In artikel 1, 1° en 5°, vervange men de woorden
"en/of" door "en".

Een betere lezing voor artikel 1, 3°, ware :

"3° Volgens de aard van de instelling en in verhouding
tot het aantal onderzochte, opgenomen of behandelde
personen, te allen tijde over voldoende medisch en
deskundig hulppersoneel beschikken;".

+

+

+

Artikel 2 van het ontwerp zegt dat de verzorging
instellingen, die een aanvraag tot erkenning bij de Mi-
nister van Volksgezondheid en van het Gezin indienen,
"een som van 150 frank op de postcheckrekening nr 26392
van dat departement moeten storten tot dekking van de
onderzoekskosten".

Aangezien artikel 6 van de genoemde besluitwet
van 28 december 1944 hierover niets bepaalt, kan de
Koning geen geld eisen voor het onderzoek van erkenings-
aanvragen, want krachtens de artikelen 110 en 113 van de
Grondwet, kan geen belasting worden ingevoerd en kan
geen vergelding ten behoeve van het Rijk worden gevorderd
dan bij een wet.

Het ontwerp heeft dus geen rechtsgrond op dit
punt en de besproken bepaling zou moeten wegvallen.

+

+

+

.../...

Artikel 3, vierde lid, schrijft voor dat de directeur generaal zijn conclusies mededeelt aan de Minister, aan de betrokken instelling en aan de in artikel 5 bedoelde vaste erkenningscommissie.

Aangezien artikel 4, derde lid, van zijn kant bepaalt dat de verantwoordingsnota's die de verzorgingsinstellingen aan de Minister sturen, moeten worden ingediend "binnen vijftien dagen na ontvangst van de conclusies van de bevoegde directeur generaal", is het raadzaam om betwistingen te vermijden over de vaststelling van de dag waarop de termijn in feite is ingegaan, voor te schrijven dat deze conclusies aan de betrokken instelling bij een ter post aangetekende brief worden gestuurd. Verder zou de opdracht van de vaste erkenningscommissie in artikel 5, § 1, moeten worden omschreven, liever dan in artikel 3, vierde lid, dat alleen terloops over de commissie handelt.

Daarom stelt de Raad van State voor, artikel 3, vierde lid, door de volgende tekst te vervangen :

"Op het eind van het onderzoek deelt de bevoegde directeur generaal zijn conclusies mede aan de Minister en aan de vaste erkenningscommissie van de verzorgingsinstellingen. Aan de betrokken instelling stuurt hij ze bij een ter post aangetekende brief".

Om ook betwistingen te vermijden over de dag van ontvangst van het advies, dat de Minister krachtens artikel 4, tweede lid, van het ontwerp, aan de betrokken verzorgingsinstelling dient te geven, leze men de tweede volzin van dit lid als volgt :

.../...

"De Minister brengt deze feiten bij een ter post aangetekende brief ter kennis van de directie van de betrokken instelling, die hem, ten behoeve van de commissie en alvorens deze een definitief advies heeft uitgebracht, een nota kan sturen waarin zij de argumenten tot staving van haar verzoek uiteenzet".

+
+ +

Artikel 5, § 1, zou beter worden gelezen als volgt :

"Bij het Ministerie van Volksgezondheid en van het Gezin wordt een vaste erkenningscommissie voor de verzorgingsinstellingen opgericht, die tot taak heeft, de Minister van advies te dienen over de hem voorgelegde dossiers".

De Franse tekst van paragraaf 2, 6°, stemt niet overeen met de Nederlandse. Om overeenstemming te bereiken, leze men ofwel in de Nederlandse tekst "twee vertegenwoordigsters", ofwel in de Franse tekst "deux représentants".

Volgens § 3 van hetzelfde artikel "worden de onder 1° tot 8° vermelde leden door de Koning benoemd en kunnen zij door hem uit hun ambt worden ontzet". Volgens § 2, 2°, echter maakt de controlerende geneesheer-directeur-generaal van het Rijksfonds voor Verzekering tegen ziekte en invaliditeit deel uit van de commissie.

Om rekening te houden met die toestand, namelijk dat deze geneesheer een lid van rechtswege is, leze men § 3, eerste lid, als volgt :

"De leden genoemd in § 2, 1° en 3° tot 8°, worden door de Koning benoemd en kunnen door hem worden ontslagen".

+
+ +

Gelet op de tekstwijziging die voor paragraaf 1 van artikel 5 is aanbevolen, kan paragraaf 5 van dit artikel als juridisch overbodig wegvallen.

+
+ +

De volgorde van de artikelen 9 en 10 van het ontwerp moet worden omgekeerd, want het tweede betreft uitsluitend de nieuwe regeling inzake erkenning, terwijl het eerste de nodige voorzieningen treft voor een gemakkelijke overgang van de vroegere reglementering naar de nieuwe.

Artikel 9, tweede lid, geeft de bedoeling van de Regering, zoals haar gemachtigde deze heeft toegelicht, niet juist weer.

Het doel van de bepaling is, alle verzorgingsinstellingen, die sedert de inwerkingtreding van het koninklijk besluit van 22 september 1955 een aanvraag om erkenning hebben ingediend, tot het indienen van een nieuwe aanvraag te verplichten, zelfs als zij de erkenning hebben verkregen. Zij wijkt dus af van het eerste lid en moet als volgt worden gelezen :

"Aanvragen om erkenning die na de inwerkingtreding van het koninklijk besluit van 22 september 1955 zijn ingediend, onverschillig of daarop een erkenning is gevolgd, moeten echter opnieuw worden ingediend met inachtneming van de voorschriften van dit besluit. Verkregen erkenningen vervallen, indien zij niet bevestigd worden".

Ten aanzien van verkregen erkenningen zal deze voorziening alleen rechtsgrond hebben voor zover zij geen

afbreuk doet aan verkregen rechten, hetgeen de Raad van State in het bestek van een spoedbehandeling niet heeft kunnen nagaan.

Daar de Regering het besluit van de Regent van 20 juli 1947 wenst op te heffen, dient het ontwerp te worden aangevuld met een als volgt luidend artikel 11; artikel 11 van het ontwerp zou dan artikel 12 worden :

"Artikel 11.:-

Opgeheven wordt het besluit van de Regent van 20 juli 1947 betreffende de erkenning van de verzorgingsinstellingen, gewijzigd bij het besluit van de Regent van 28 januari 1948 en het koninklijk besluit van 10 maart 1954".

La chambre était composée de

De kamer was samengesteld uit

Messieurs : F.LEPAGE,
de Heren :

conseiller d'Etat,
raadsheer van State,

président
voorzitter

G.HOLOYE,
G.VAN BUNNEN,

conseillers d'Etat,
raadsheren van State,

J.COOLEN,

greffier adjoint,
adjunct-griffier,

greffier
griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M.F.LEPAGE.

Le rapport a été présenté par M. L.DUCHATELET, substitut.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H.F.LEPAGE.

Het verslag werd uitgebracht door de H.L.DUCHATELET, substituut.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

(s) J.COOLEN.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

(s) F.LEPAGE.